

Contexte Et Enjeux Electoraux En République Démocratique Du Congo

Mbala Sinza Pistis¹, Manzembo Ngossa Ruphin²

¹ Chef de Travaux et doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Pédagogique Nationale

² Assistant à l'Institut supérieur de statistiques Auteur correspondant : Mbala Sinza Pistis



Résumé : Le contexte démocratique en République Démocratique du Congo qui devrait être un régime par le quel, le peuple impose son veto en élisant ses représentants pour un mandat défini sur base d'un programme de société qui s'adapte aux réalités sociopolitique du souverain primaire mais la réalité au Congo-Kinshasa le processus électoral devient un moyen par excellence où une minorité, la classe dirigeante se partage le pouvoir sans la volonté du souverain primaire en organisant une mascarade élection aux besoins et aux appétits des acteurs en compétitions en lieu et place du respect de la volonté exprimée par le peuple. La RDC n'arrive pas à consolider son système démocratique faute du copie collé du régime de type occidental qui correspond au moyen de vie, de la compréhension des choses et d'adaptations des réalités et comportement occidental qui est la résultante ou le reflet des Etats déjà mûrs, développés qui ont déjà posés les bases du développement, est où les institutions et entités de l'Etat sont assises. Un Etat où les dirigeants et le peuple sont bien préparés, instruits au développement et aux valeurs démocratiques, en définissant ses prérogatives, ses besoins, à aimer et protéger les intérêts nationaux. La République Démocratique Congo devrait partir de la démocratie du modèle occidental en se basant sur ses besoins, ses réalités, son vécu quotidien en l'adaptant aux aspirations souveraines et aux intérêts locaux.

Mots clés : Contexte, Enjeux, Electauraux

I. Introduction

L'incapacité de la République Démocratique du Congo de s'approprier son propre processus de démocratisation et l'inconscience des dirigeants congolais ouvrent la voie aux dominations des puissances étrangères dans le contexte de maintenir une gouvernance politique chaotique. La politique occidentale au Congo-Kinshasa consisterait à la domination et l'exploitation du pays en multipliant et en changeant les concepts mais dans la pratique soutenue par la même stratégie de dominer et d'exploiter le pays. La présence de l'homme blanc en République Démocratique du Congo serait à l'origine du sous-développement et la souffrance des autochtones en considérant la traite humaine, l'esclavagisme, le pillage des ressources naturelles, la colonisation, l'indépendance, la mondialisation, la démocratie du type occidental. Etc. cela ouvre la voie au système du sous-développés administratif, politique et économique. Le contexte qui a prévalu dans l'organisation du processus électoral sous la transition vers la troisième République a été marqué par une présence incontestée de la Communauté Internationale. Celle-ci a été impliquée à travers la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC), le Comité d'Accompagnement International de Transition et autres institutions internationales (ONG...). Nous avons observé un dispositif militaire de Nations Unies marqué également par la présence de l'Union Européenne pour sécuriser et appuyer le processus électoral de 2006. Les bailleurs de fonds internationaux ont contribué à plus de 80 pourcent du financement des élections de 2006 pour avoir la main mise dans le processus électoral par sa résolution adoptée au conseil de sécurité, le projet dénommé APEC (Appui au Processus Electoral au Congo) a été créé et placé sous gestion du PNUD en synergie avec la MONUC afin d'accompagner la CEI dans la gestion du premier cycle électoral.

¹ Chef de Travaux et doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Pédagogique Nationale

² Assistant à l'Institut supérieur de statistiques

Et donc, l'avenir du pays n'est peut être conçu dans la répétition des mêmes erreurs sans aucune réflexion sur la relecture du monde de gouvernance et de la qualité de type des dirigeants congolais.

1. Contexte de l'implication de la communauté internationale

L'installation en 2006 des institutions démocratiques, notamment le Président de la République, l'Assemblée Nationale et 11 Assemblées provinciales en RD Congo, et aussi de l'installation du sénat et des Gouvernorats des provinces fut l'aboutissement d'un long, difficile et fatigant processus de négociations politiques, initiées en Juin - Juillet 1999 avec l'Accord de paix de Lusaka imposé par la communauté internationale. Ces longues années de négociations ont fait suite à une série d'années de transitions inachevées. L'horizon déclaré de tout ce processus la construction d'un Etat de droit ou d'un régime démocratique du modèle occidental. Des élections qui ont permis l'avènement de la 3^{ème} République, devrait mettre fin à la crise de légitimité qui a miné depuis plus de quatre décennies la gouvernance en RD Congo. Des élections ont été organisées pour le choix des nouveaux dirigeants. Elles ont été jugées correctes par la majorité des missions d'observation électorale internationale qui voudrait voir son candidat imposé, Joseph Kabila se maintenir à la magistrature suprême après la mort de son père M^{zée} Kabila Laurent Désire, celui qui protège les intérêts occidentaux doit être élu sans tenir compte de la volonté exprimée par le peuple. La RD Congo, alors zaïre a été gérée pendant 32 ans par une dictature militaire aux allures d'une organisation criminelle au sommet de l'Etat. Le maintien du Président Mobutu à la tête du pays, malgré sa contestation à l'intérieur dès le début et malgré la désertion et la trahison de ses amis de l'extérieur à partir de 1990, s'explique entre autre par le rôle que celui a joué pour protéger les intérêts des Américains en particulier et de la communauté internationale en général pour stopper l'expansion communiste dans la région. Après la fin de la Guerre froide et la chute de mur de Berlin en 1989, l'occident n'avait plus la raison politique pour soutenir un pouvoir dont l'incurie avait fini par révolter l'opinion. Le régime de Kinshasa qui était le bastion de l'impérialisme Américain et du néocolonialisme occidental de l'époque de deux blocs, fut lâché par ses partenaires du Nord, le Président Mobutu n'avait manifestement pas pris la mesure du discours prononcé à la Baule, le 20 Juin 1990, par le président Mitterrand.³

Le Président Mobutu avait-il situé dans le temps et dans l'espace le degré exacte de cette amitié avec l'occident ? En avait-il identifié l'objectif et le mobile profonds ? En avait-il évalué la durée dans le temps et la résistance face aux changements des circonstances et des intérêts à travers les péripéties de l'histoire ? Avait-il compris qu'après le bouleversement à l'échelle mondiale, les intérêts et les alliances de ses amis occidentaux allaient être complètement révisés de fond en comble ? Et que dans ce domaine de la jungle moderne des rapports entre Etats, seuls les intérêts comptent et que les sentiments n'ont aucune place. C'est par son attitude face à toutes ces questions que le Maréchal Mobutu a fait mon avis, un choix capital et décisif sur la trajectoire politique de ces dernières années, car bien qu'il ait eu plusieurs atouts en sa faveur, il reste évident que l'amitié et le soutien qu'il a reçus des occidentaux demeurent l'atout principal qui a permis à son régime de résister pendant plus de trente ans aux tempêtes de l'histoire. Le Maréchal Mobutu a eu tort de mêler le sentiment aux raisons d'Etat et de croire jusqu'au bout que ses amis occidentaux avaient une dette de reconnaissances envers lui pour les <<services rendus >> qu'a dit Ngwanda Honoré, l'un de ses proches. Lui qui fut un animal politique a oublié ou n'a voulu comprendre que les raisons d'Etat sont aveugles, sans cœur, ni mémoire. Elles ne voient plus que le présent pour l'avenir. Pour n'avoir pas compris cette règle impitoyable des rapports d'intérêts entre Etats, particulièrement entre les Etats du Nord et du Sud.⁴

La guerre de l'Est a constitué le triomphe de la dynamique externe, la durée du combat fini par impatienter l'occident qui avait la résistance de la population en RD Congo après avoir rejeté Mobutu, et vomit par la population. L'instabilité dans la région de grands lacs attisés par les intérêts obscurs des milieux financiers internationaux poussant les forces extérieures à un improviser un changement politique à partir des pays voisins de la RD Congo et à chercher un Joker à mettre à la tête du pays. Aussi longtemps que dura le refus du camp Mobutu de céder l'espace (1990-1997), la succession à la tête du pays ne se dessinait pas clairement suite aux querelles politiciennes, mais avec l'accélération de la délinquance de l'Etat Congolais, au cœur d'une région en pleine ébullition, cette situation ne pouvait être soutenue longtemps. Sous pression de la communauté internationale et à la suite du mouvement de démocratisation symbolique inauguré par la chute du mur de Berlin en 1989, la guerre commencera en 1996, et

³ MINANO BIHUZO, 17 ans de la transition politique et perspective démocratique en RDC, CEPAS, Kinshasa, 2008, p1-21

⁴ NGBANDA H; ainsi sonne le Glas, le dernier jour du Maréchal Mobutu, éd. Giuseppe, paris, 1998, p.34-35

qui aura Laurent Désire Kabila à la tête, mettra en contribution une bonne demi-douzaine de pays dont chacun avec son propre agenda au Congo. Le Rwanda avait comme agenda, entre autres, l'occupation de l'Est de la RD Congo et le pillage économique de cette région: le confirment les 4 rapports du panel d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RD Congo, quant à l'Ouganda, il était intéressé par l'exploitation illégale, mais le Président Museveni, pris par une folie de grandeur pensait pouvoir régner dans la sous région. L'Afrique sud, quant à elle, avait des ambitions économiques (Accords miniers) sur la RDC et le Zimbabwe, déjà en froid avec la Grande Bretagne, cherchait un espace de croissance autre que le commerce Walter. L'Angola lui cherchait depuis le retour du Président Savimbi dans les maquis de couper sa base arrière qui était entre autre, le Zaïre de Mobutu. L'appui politique et militaire des USA à la guerre était incontestable. Toutes les analyses convergent pour dire que cette invasion ne serait jamais allée loin sans l'appui décisif, entre autres des pays occidentaux d'Europe et particulièrement des Etats-Unis d'Amérique. La prise du pouvoir, le 17 Mai par l'AFDL a consacré la sortie de la logistique de la CNS marquée par la mise en œuvre d'une souveraineté démocratique et la non violence, vers une logique de la guerre de la force et de la violence imposée avec une nouvelle ingérence politique et économique, car Mobutu qui a perdu un des plus grands appuis de son pouvoir devrait être remplacé par quelqu'un qui devrait servir l'occident. Le 2 Août 1998, la ruche explose, les Rwandais et quelques Congolais essaient de s'emparer du pouvoir de Kinshasa. Mais les forces de l'AFDL n'avait pas d'avenir parce qu'elle était une non-alliance. << Un conglomérat d'aventuriers et d'opportunistes dira plus tard Désiré Laurent Kabila. Elle portait en outre la lourde responsabilité des crimes contre l'humanité. Chacun de ses parrains avait non seulement des raisons propres d'appui à Désiré Kabila, mais aussi des agendas cachés. Ceux-ci étaient opposés les uns contre les autres.

Face à cette confusion, le Président Désiré Kabila était devant un dilemme. Il avait à choisir entre le Congo-Kinshasa et les Congolais ou assumer le passé parsemé des dérives sanglantes de certains de ses alliés. Il choisira l'intérêt supérieur de la RDC, ce choix lui sera fatal. C'est ce qu'une journaliste a appelé devoir de l'ingratitude.⁵ Déjà en septembre 1997, pour Museveni et en décembre de la même année pour Kagame, le courant ne passait plus avec Kinshasa, Kagame traitera Kabila en privé, (devant un journaliste) de Mouche qui est tombée dans le lait qu'il faut enlever pour continuer à boire le lait. Le 27 Juillet 1998, Kabila Désiré met fin à la coopération militaire avec le Rwanda et l'Ouganda. Il venait d'échapper à un assassinat monté par le Rwanda et quelques Congolais essaient de s'emparer du pouvoir de Kinshasa. C'est la guerre qui commence. Personne ne comprend la raison de cette guerre, l'occident garde silence complice alors que 7 millions de Kinois sont d'eau et d'électricité. La population Kinoise identifiera sans peine son ennemi. C'est le Rwanda qui essaie de lui imposer un autre chef de l'Etat. Peut être même de mettre à la tête de la nation un sujet rwandais. Comprenant le danger, elle rejoindra les efforts de l'armée pour traquer les militaires rwandais. Le Rwanda à envisager une guerre à long terme. La stratégie de l'Ouganda sera de créer des chefs de guerre (Bemba, Nyamwisi, Thomas Lubanga, Roger Lumbala...) et le Rwanda contrôlera d'une main de fer le RCD. Essoufflé par une guerre injuste et inutile, l'Accord de Lusaka sous l'égide de la communauté internationale s'imposera de soi-même comme l'alternative de sortie de la crise.

Cet Accord de cessez-le feu de Lusaka à été signé le 10 Juillet et le 31 Août 1999 a eu plusieurs raisons qui étaient à la base des blocages de son implication face aux intérêts diverges des occidentaux. Mais la plus importante fut le fait qu'il avait été imposé aux belligérants et que les conditions politiques et militaires ayant imposé sa signature étaient en perpétuel changement. Cela donnait tour à tour aux différents acteurs l'illusion d'une possible victoire militaire. D'où des manœuvres dilatoires de part et d'autre.

2. Le comportement de la rébellion

Depuis l'échec de la prise de Kinshasa dans l'offensive du 2 Août 1998, le principe rébellion (Rcd) n'avait que s'effriter.

- Les populations des zones sous son contrôle l'ont boudé et ont même développé dans certains endroits des actions de résidence.
- Ses leaders les plus visibles et plus avisés l'ont à tour de rôle déserté.

⁵ BRAECKMAN COLETTE, cité par Ngbanda H, l' enjeux congolais: l'Afrique Centrale après Mobutu, éd. Fayard 1999, p 297-331

- Les membres restants passaient leur temps à se combattre et à se fragiliser.
- Les parrains s'étaient transformés en trafiquants illégaux de biens pillés
- Les trois guerres de Kisangani avaient vidé de leur contenu les revendications de sécurité des parrains de la rébellion en mettant à nu leurs appétits. Le capital de confiance que pouvait encore avoir la rébellion était ainsi mis en péril.

En fin de compte, plus personne par la suite, au niveau national comme international, ne pensait que les rébellions en RD Congo étaient une alternative démocratique. D'où les manœuvres du Rwanda dans ses alliances avec d'autres leaders politiques à savoir: Serrufuli, Katebe, Tshisekedi, Mwendange, etc.

Le comportement du gouvernement de Kinshasa

Au lendemain de la signature de l'accord de Lusaka, Kinshasa a clairement montré qu'il n'y croyait pas. Il a plus d'une fois essayé de le contourner en organisant des initiatives parallèles (débat national ou consultation nationale). Une autre de ses actions moins visibles mais où il avait concentré des moyens considérables avait été un travail de débauchage des grandes figures de la rébellion. La finalisation de ces actions a cependant été le plus souvent sabotée, l'opposant y perdant sa base. Les tractations avec l'opposition non armée spécialement avec l'UDPS ont quant à elles porté peu de fruit. Les autres leaders de l'opposition ayant rejoint le pouvoir de Kinshasa dès son arrivée se sont vus assez rapidement débarqués. Certains, pour n'avoir pas compris que le pouvoir de l'AFDL n'était pas le prolongement du combat démocratique mené par le peuple Congolais. D'autres parce que leur idéologie de départ n'a pas trouvé sa place dans le décor AFDL-CPP (Comités de Pouvoir Populaire), et d'autres enfin pour n'avoir pas abandonné les travers de la deuxième République. Le courant politique de Kinshasa, à savoir le PPRD, n'est venu que tardivement.

3. Le comportement de la société civile

La société civile et les églises ont développé un effort notable pour le retour de la paix. Mais elles ont privilégié des actions gravitant dans la périphérie des vrais enjeux de la guerre. D'autre part ces actions ont brillé par un mimétisme non élaboré, se mettant ainsi à la traîne d'actions initiées par d'autres et sur lesquelles elles n'avaient que peu d'emprise.

Alors que toutes les analyses avaient bien montré que l'Accord de Lusaka était un accord injuste ne respectant en rien les normes des accords internationaux.⁶, la société civile a tout de même décidé de s'y engager comme les autres structures de la société.

Peu de choses ont été faites en direction des acteurs directs, à savoir, le noyau dur du pouvoir de Kinshasa, et les noyaux des différentes rébellions. Rien non plus n'a été fait en direction ni des parrains des belligérants, ni de leurs financiers pourtant véritables patrons de l'entreprise guerrière

4. Le comportement des Eglises

La consultation nationale, initiée par les confessions religieuses avait dans sa phase préparatoire, inscrit dans ses objectifs le rapprochement des points de vue entre les antagonistes directs. Mais le dernier tournant a été mal négocié. Le travail fondamental ne pouvant pas être fait. Vu le caractère informel et ambigu de la structure (confession religieuse), l'église catholique s'est malheureusement retirée sur la pointe des pieds, sans toutefois proposer une alternative d'approche. La montagne a accouché d'une souris.

Alors que l'Accord de Lusaka visait le départ du pouvoir de Laurent Désiré Kabila par le biais des négociations politiques faute de pouvoir de le renverser par un coup de force, d'autres plans de son assassinat continuèrent à être peaufinés.

⁶ L'Agenda de la Paix et les actions de la Campagne Nationale pour une Paix durable, éd. Fayard 2002, p 105

5. Assassinat de Laurent Désiré Kabila

Le 16 janvier 2001, Laurent Désiré Kabila fut assassiné dans son palais. Plus d'un analyse à essayé de reconstituer les circonstances de ce drame. Dans son livre: (les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique centrale), Colette Braeckman donne au 5^{ème} chapitre le titre: (l'homme qui devait mourir). Elle s'exerce à reconstituer son récit à partir de plusieurs sources d'informations les unes plus fragmentaires que les autres. Une constance revient cependant chez la plupart des auteurs. Ils affirment que Laurent Désiré Kabila savait depuis son divorce avec ses parrains rwandais et ougandais soutenu par les USA que « l'étau se serrait autour de lui ». Il aurait, toujours selon Colette Braeckman fait des confidences à l'un de ses amis en Belgique en ces termes: (cette fois, je ne leur échapperai pas). Cette version est renforcée avec force détails par Emmanuel Nashi qui construit une grosse partie de son livre à partir d'un « testament audiovisuel de Kabila ». Il s'agit de la causerie entre Laurent Désiré Kabila et la communauté congolaise à Libreville. Dans cette transcription, Laurent Désiré Kabila dit à ses compatriotes ce qui suit: (ils vont m'assassiner ! Quand les choses semblent aller bien, il ya toujours des étrangers qui interviennent, mais avec le Congo actuel, je pense qu'ils n'ont pas grand espoir. Alors ils ne parlent que d'assassinat, camp, c'est le camp populaire, je ne trahirai pas mon peuple, assassinat ou attentat, cela ne va rien changer.⁷

Alors que de partout, on échafaude un complot pour assassiner Laurent Désiré Kabila, la population désormais libérée de la présence des troupes rwandaise lui refait confiance. La haine de l'occident contre le Président de la RD Congo finira, pour plus d'un observateur, par en faire un véritable héros national. En témoignent ses funérailles: (ces funérailles témoignent d'une curieuse dichotomie entre la perception que les occidentaux ont du Congo et la réalité populaire: alors que la presse occidentale traite le défunt de « dictateur », assure que son décès n'a suscité qu'indifférence, voire soulagement, dans les rues de la capital, la réalité est tout a fait différente. Quand la dépouille de Kabila arrive de Lubumbashi, elle est saluée par la plus grande foule jamais rassemblée dans les rues de Kinshasa: plus de 2000.000 de citoyens en pleurs rendent hommage à un homme qu'ils avaient fini par apprécier malgré le fait qu'il ait conquis le pouvoir en s'appuyant sur les armées étrangères... ils saluent en lui l'homme qui avait voulu reconstruire son pays et avait eu l'audace de défier les occidentaux).⁸

Mais qui a effectivement assassiné Kabila? Jusqu'à présent, le mystère est entier. Ecoutons une des versions: « le sors de Kabila était depuis longtemps scellé: durant l'été 2000, les Etats-Unis avaient décidé d'en finir. Selon le journaliste américain, Wayne Madsen, dans un témoignage produit devant la commission des Droits de l'Homme du Sénat Américain, l'opération, décidée par la DIA (USA, Défense Intelligence Agency) avait été confiée à un service militaire d'assistance technique (PCMS). Par ailleurs, bien plus tard, l'un de mes informateurs, devait m'expliquer que 36 millions de dollars avaient été ventilés de la manière suivante:

- 1 million de dollars distribués en France;
- 2 millions de dollars en Belgique;
- 2 millions de dollars en Allemagne;
- 2 millions de dollars en Afrique du Sud.
- Le reste, soit 29 millions rétribuer et organiser un groupe de 22. 000 militaires, transfuges de l'armée de Mobutu. Des hommes qui s'étaient enrôlés dans les troupes de Jonas Savimbi en Angola et qu'il fallait aider à regagner la RD Congo par le Bas-Congo de l'époque, Kongo-Central aujourd'hui afin qu'ils puissent soutenir la prise de pouvoir menée par un groupe d'anciens militaires de Mobutu qui eux, se trouvaient au Congo-Brazzaville(...)
- Il apparait que deux membres du personnel de l'ambassade américain à Kinshasa avaient suivi de près les opérations, et qu'au lendemain de l'assassinat une voiture à la bannière étoilée avait conduit à l'aéroport de Ndjili une femme, colonel de l'armée américaine, Madame Sandursky, qui avait été embarquée sans autres formalités. Plus tard, les enquêtes devaient retrouver sa carte de visite dans le sac de colonel Rachid... le nom d'une autre femme a été cité dans cette

⁷ BALANDA MIKUIN, les Accords de Paix en RDC, éd. Cherche, Kinshasa, 2003, p.303

⁸ EMMANUEL NASHI, pourquoi ont-ils tué Kabila? L'Harmattan, paris, 2007, p.54

affaire, celui d'une ressource sante américaine d'origine Israélienne et administrateur délégué d'une banque locale (...) la banque aurait pu avoir joué dans le transfert des fonds secrets.⁹

A la lecture d'autres témoignages, une certitude se dégage: plusieurs filières avaient été activées pour mettre fin à la vie de l'ancien maquisard de Hewa Bora.

On comprend pourquoi le procès sur l'assassinat de Laurent Désire Kabila qui suivra ne convaincra pas grand monde car, la majorité des condamnés seront des Congolais. Par ailleurs, ceux qui étaient considérés comme témoins de premier plan se sont évadés de manière rocambolesque de la prise super gardée du GLM, bien avant le procès et se trouveront par la suite au Rwanda et ensuite dans la hiérarchie politico-militaire de la rébellion RCD dans l'Est du pays, territoire contrôlé à l'époque par cette rébellion et le Rwanda.

6. De la garantie internationale

- Il est prévu un comité international visant à garantir la bonne mise en œuvre du présent Accord et à soutenir le programme de la transition en RD Congo, conformément aux dispositions;
- Le Comité International apportera son soutien actif à la sécurisation des institutions de la transition issues du DIC et à l'application effective des dispositions du chapitre 8.2.2. de l'Annexe A de l'Accord de Lusaka, en ce qui concerne notamment, la neutralisation et le rapatriement des groupes armés opérant sur le territoire de la RDC;
- Le Comité International arbitrera et tranchera tout désaccord pouvant survenir entre les parties au présent Accord;
- Le Comité International assistera le Comité de suivi de l'Accord dans l'accomplissement de son manda.

CONCLUSION

La République Démocratique du Congo, depuis l'indépendance jusqu'à ce jour n'a pas encore réussi à faire face à ses obligations sociales et constituer sa propre base économique pour booster le développement du pays. Souvent, l'Etat congolais continue d'être un Etat prédateur ou un Etat se référant au modèle extérieur du développement. D'où, le destin du Congo s'exprime en termes d'un territoire exploité au détriment des autochtones.

C'est ainsi que, l'opinion publique congolaise est prise en otage par une petite élite ou un groupe restreint qui pilote le pays en forme d'oligarchie. Il s'observe que l'Occident dicte la politique interne sous prétexte d'accompagnement du pays à la normalisation de sa situation politique, sécuritaire et économique. Cet état de chose crée l'ambiguïté dans la gouvernance de l'Etat à travers une redéfinition de l'ingérence des organismes internationaux sous les politiques publiques des aides internationales.

Il faut donc rappeler que, la démocratie est une nouvelle vision géopolitique occidentale de diriger l'Afrique, en imposant les dirigeants de son obédience contre la volonté du souverain primaire.

La démocratie a été refusée aux Congolais durant le règne sans partage du président Mobutu (1965-1990).

Pendant ces années, le peuple Congolais voulait la démocratie comme seul mode de gestion pour se choisir ses représentants, mais hélas, pour des raisons d'intérêts occidentaux et pour le contrôle total de la RDC, Zaïre du Président Mobutu de l'époque, l'Occident s'était décidé de l'accompagner dans l'entreprise de la dictature pour sa propre survie. Et plus tard après la chute du mur de Berlin, à la fin de la guerre froide, l'Occident impose la démocratie en Afrique par le discours à la Baule du Président Français Mitterrand en 1990. Ce discours fut d'appréciation au Zaïre parce qu'il fallait définitivement en finir avec le Président Mobutu qui ne représentait plus leurs intérêts. Ainsi, un nouveau régime politique fut imposé, tout en contrôlant les richesses naturelles sous l'influence totale de l'Occident. D'où, la démocratie comme nouveau régime politique fut imposé aux Congolais dans l'optique de continuer d'imposer l'hémogénie occidentale et imposés les dirigeants faibles, dépendants à l'Occident.

⁹ COLETTE BRAECKMAN, les nouveaux prédateurs en politique de puissance en Afrique, éd. Fayard, paris, 2003, p.107

RÉFÉRENCES

- [1]. MINANO BIHUZO, 17 ans de la transition politique et perspective démocratique en RDC, CEPAS, Kinshasa, 2008
- [2]. NGBANDA H; ainsi sonne le Glas, le dernier jour du Maréchal Mobutu, éd. Giuseppe, paris, 1998
- [3]. RAECKMAN COLETTE, cité par Ngbanda H, l'enjeu congolais: l'Afrique Centrale après Mobutu, éd. Fayard 1999
- [4]. L'Agenda de la Paix et les actions de la Campagne Nationale pour une Paix durable, éd. Fayard 2002,
- [5]. BALANDA MIKUIN, les Accords de Paix en RDC, éd. Cherche, Kinshasa
- [6]. EMMANUEL NASHI, pourquoi ont-ils tué Kabila? L'Harmattan, paris
- [7]. COLETTE BRAECKMAN, les nouveaux prédateurs en politique de puissance en Afrique, éd. Fayard, paris, 2003